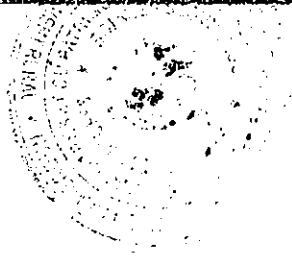


PIECE : N° 1

AVIS DE CONSULTATION OUVERTE

(Version française)



AVIS DE CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION N°004/DC/MINADER/CIPM /2026 DU 11.11.2025, RELATIF A L'ACQUISITION D'UN GROUPE ELECTROGENE INDUSTRIEL AU PROFIT DU PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CHAMPIGNONS COMESTIBLES (P.A.D.F.C) DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

FINANCEMENT : BUDGET DU PADFC, EXERCICE 2025,

N° DE COMPTE : 91001 00010 00000001428 51, OUVERT DANS LES LIVRES DE LA B.E.A.C

1- Objet de la Consultation :

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de travail du personnel administratif et technique du Programme d'Appui au Développement de la Filière Champignons Comestibles (P.A.D.F.C) au titre de l'Exercice 2026, le Ministre, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de Consultation Ouverte pour la Demande de Cotation relative à l'acquisition d'un groupe électrogène industriel.

2- Consistance de la prestation :

La prestation, objet de la présente Consultation, comprend la fourniture d'un groupe électrogène industriel.

3- Délai et lieu de livraison :

3.1. Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison d'un groupe électrogène industriel, objet de la présente Consultation, est de **soixante (60) jours calendaires**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de service de commencer la livraison du groupe électrogène industriel.

3.2. Le groupe électrogène industriel, objet de la présente Consultation, sera livré au magasin du Programme d'Appui au Développement de la Filière Champignons Comestibles (P.A.D.F.C) du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), sis à Obala.

4- Allotissement :

La présente Consultation comporte un (01) lot unique.

5- Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel de l'opération est de **trente millions (30 000 000) Francs CFA TTC**.

6- Participation et origine

La participation à la Consultation est ouverte à égalité de conditions aux Société et Entreprises de droit Camerounais exerçant dans le domaine.

7- Financement :

Les prestations, objet de la présente Consultation, seront financées par le Budget du PADFC, Exercice 2025, N° de Compte : 91001 00010 00000001428 51, ouvert dans les livres de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (B.E.A.C).

8- Mode de soumission :

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est la **soumission en ligne**.

9- Consultation du Dossier de Consultation

Le Dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER)-Direction des Ressources Financières et du Patrimoine - Service des Marchés

Publics, Téléphone : 222 221 624, 3^e chalet), dès publication du présent avis, et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

10- Acquisition du Dossier de Consultation :

Le Dossier peut être obtenu aux heures ouvrables au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés, Téléphone : 222 221 624, 3^e chalet) dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50.000) francs CFA, payable au Trésor Public.

11- Remise des offres :

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 1^{er} mai 2026 à 14 heures. Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « COPIE OPERATIONNELLE DE SAUVEGARDE DES OFFRES RELATIVES A LA CONSULTATION OUVERTE POUR LA DEMANDE DE COTATION N°004/DC/MINADER/CIPM /2026 DU PROFIT DU PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CHAMPIGNONS COMESTIBLES (P.A.D.F.C) DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

12- Cautionnement provisoire :

Chaque Soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission vêtue d'un timbre fiscal au tarif en vigueur, ayant la mention manuscrite : « Bon pour caution solidaire et personnelle à concurrence du montant de six-cent mille (600 000) francs CFA », établie par un Etablissement financier agréé par le Ministère chargé des finances, accompagné du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC).

13- Taille et format des fichiers :

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technico-financière ;

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

14- Recevabilité des offres :

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Les offres doivent être reliés et les pièces y relatives séparées par des intercalaires autres que le blanc et classées selon l'ordre prescrit par le DAO.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission vêtue d'un timbre fiscal au tarif en vigueur, délivrée par une banque ou une compagnie d'assurance agréé et habilité à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics par le Ministère en charge des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

15- Recevabilité des Offres :

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier de Consultation ; notamment l'absence du cautionnement de soumission délivré par un établissement bancaire ou les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux, un chèque de banque, soit une hypothèque légale entraînera le rejet pur et simple de l'Offre sans aucun recours.

16- Ouverture des offres :

L'ouverture des offres aura lieu le **07 JUN 2026** à 15 heures précises à la Salle de Conférences de la DESA, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès du MINADER.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée, et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément au listing prévu au Règlement de la Consultation. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de Consultation.

17- Critères d'évaluation :

17.1. Principaux critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission vêtue d'un timbre fiscal au tarif en vigueur, ayant la mention manuscrite : « Bon pour caution solidaire et personnelle à concurrence du montant de six-cent mille (600.000) francs CFA », accompagnée du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC),
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Délai supérieur au délai prescrit ;
- Capacité financière d'un montant d'au moins quinze millions (15.000.000) de francs CFA ;
- Non-respect des modèles des pièces ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années et que l'entreprise ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministre des Marchés Publics ;
- Absence des fiches techniques en couleur, du groupe électrogène industriel par le fabricant ;
- Non satisfaction de 100 % des spécifications techniques ;
- Non satisfaction de 4/5 des critères essentiels ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Absence d'un sous-détail des prix ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de la copie opérationnelle de sauvegarde des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

N.B : Sous peine de rejet, les pièces administratives devront être produites impérativement en originaux ou en copie certifiées conforme par les services émetteurs, avec une validité de trois (03) mois.



17.2. Les Critères essentiels :

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

N°	CRITERES ESSENTIELS	POSITIF(OUI)	NEGATIF (NON)
1	Le soumissionnaire produira la preuve d'avoir déjà exécuté au moins une (01) Lettre Commande similaire sur les cinq (05) dernières années, durant la période allant de 2021 à 2025, d'un montant dudit Marché ou de ladite Lettre Commande supérieur ou égal à quinze millions (15 000 000) de francs CFA, les coordonnées du responsable du projet ou du Maître d'Ouvrage ainsi que les documents justificatifs (copies du marché ou de la lettre commande première page, et dernière page, PV de réception certifiant la bonne exécution du Marché ou de la Lettre Commande ou la Mainlevée)		
2	Délai de livraison ≤ soixante (60) jours		
3	Service Après -vente		
4	Présentation de l'offre (sommaire, pièces dans l'ordre, intercalaire en couleur)		
5	CCAP, ST, signés, paraphés et datés à la dernière page		

Pour qu'une offre soit retenue pour l'analyse financière, elle devra satisfaire tous les critères éliminatoires et au moins de 4 Oui/5 des critères essentiels

18- Attribution :

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, qui dispose des capacités techniques et financières pour exécuter la Lettre Commande de façon satisfaisante, et dont l'offre financière a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

19- Durée de validité des Offres :

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

20 - Renseignements Complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus tous les jours aux heures ouvrables au Service des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural à Yaoundé, Tel 222 22 16 24.

AMPLIATIONS :

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour publication et archivage)
- Président CIPM (pour information)
- Service des Marchés/MINADER (pour archivage et information)

Yaoundé, le 19 MAI 2025

Le Ministre



Gabriel MBAIROET

AVIS DE CONSULTATION OUVERTE

(Version anglaise)

OPENED NATIONAL QUOTATION REQUEST TO TENDER

N°004/ONQR/MINARD/CIPM/2026 OF 11/04/2026, RELATING TO THE ACQUISITION OF AN INDUSTRIAL GENERATOR FOR THE BENEFIT OF THE SUPPORT PROGRAM FOR THE DEVELOPMENT OF THE EDIBLE MUSHROOM SUBSECTOR OF THE MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT

FINANCING: BUDGET OF THE SUPPORT PROGRAM FOR THE DEVELOPMENT OF THE EDIBLE MUSHROOM SUBSECTOR,

Fiscal Year: 2025, Bank account N°: 91001 00010 00000001428 51, opened in the books of the Bank of Central African States.

1- Subject of the tender:

As part of the efforts to improve working conditions for technical and administrative staff of the Support Program for the Development of the Edible Mushroom Subsector, for the 2026 fiscal year, the Minister, the Project Owner, is launching an Open Call for Tenders for the acquisition of office furniture.

2- Nature of service:

The service covered by this consultation consist of the supply to the industrial generator.

3- Delivery and place of deadline:

3.1. The maximum delivery deadline provided for by the contracting Authority shall be sixty (60) days, after notification of the service order to start the services.

3.2. The supplies subject of this contract will be delivered at the Stores Accounting of the Support Program for the Development of the Edible Mushroom Subsector office in Obala.

4- Allotment:

The supplies shall be divided in one (01) single lot.

5- Estimated cost:

The estimated cost of the operation following prior studies stands at thirty million (30 000 000) CFA Francs all taxes included.

6- Participation:

This call is opened to all certified Cameroonian based-companies.

7- Financing:

Supplies which form the subject of this tender shall be financed by the Program for the Support Program for the Development of the Edible Mushroom Subsector Budget, 2025 fiscal Year; Bank account N°: 91001 00010 00000001428 51, opened in the books of the Bank of Central African States.

8- Submission method

The submission method chosen for this consultation is online.

9- Consultation of the Tenders File

The File can be consulted during working hours at the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) / Directorate of Financial Resources and Heritage / Contracts Service, Telephone: 222 221 624, 3rd chalet), upon publication of this notice, and the electronic version on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this notice.

10- Acquisition of tender file :

The Consultation File can be obtained from the Ministry of Agriculture and Rural Development, Directorate of Financial Resources and Heritage / Contracts Service in Yaoundé, 3rd chalet Tel: 222 22 16 24, upon publication of this notice, against presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of fifty thousand (50.000) CFA francs payable to the territorially competent Public Treasury.

In addition, tenderers must register by leaving their full address (post office box, telephone, fax, e-mail).

11- Submission of offers :

Each offer, written in French or in English, must be submitted by the bidder via the COLEPS platform at the latest late on the 17th of February 2026 at 2 p.m. An operational backup copy of the offer in PDF format, saved on a USB key or CD/DVD, must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication: "OPERATIONAL BACKUP COPY OF OFFERS RELATING TO THE ACQUISITION OF AN INDUSTRIAL GENERATOR FOR THE BENEFIT OF THE SUPPORT PROGRAM FOR THE DEVELOPMENT OF THE EDIBLE MUSHROOM SUBSECTOR"

"To be opened only during the bids analysis session"

12- Bid bond :

Each bidder must attach to his administrative documents, a bid bond bearing a tax stamp at the current rate, accompanied by the deposit receipt at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC), established by a banking establishment or financial organization authorized by the Minister in charge of finance and the list of which appears in document 10 of the CD in the amount of three hundred thousand (300 .000) of CFA francs and valid for thirty (30) days beyond the original date of validity of the offers.

In accordance with Article 90 (7) of the Public Procurement Code, small and medium-sized enterprises with capital and national managers, as well as civil society organizations may produce, instead of the bid bond, either a certified check or a cashier's check, or a legal mortgage, or a guarantee from a banking institution or an approved financial institution in accordance with the texts in force.

13- File size and Format

For online submission, the maximum sizes of documents that will be transmitted on the platform and constituting the bidder's offer are as follows:

- 05 Mo for the administrative offer ;
- 15 Mo for the technical and financial offer ;

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate will ensure that compression software is used to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

14- Admissibility of offers :

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be submitted in original form or in copies certified by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old or have been prepared after the date of signature of the call for tenders. Bids must be bound and the related documents separated by dividers other than blanks and filed in the order prescribed by the tender documents.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the call for tender documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a tender bond bearing a tax stamp at the current rate, issued by a bank or insurance company approved and authorized to issue bonds in the context of public

contracts by the Ministry in charge of Finance, or failure to comply with the models of the documents in the Call for Tenders Documents, will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

15- Opening of bids

The bids shall be opened in single phase.

The opening of the administrative documents and financial offers shall be done on the 11 JUN 2026 at 03 o'clock local time by the Tenders Boards of the Ministry of Agriculture and Rural Development in the conference hall.

Only bidders may attend or be duly represented by a person of their choice.

16- Evaluation criteria :

16.1 Main eliminatory criteria

- Absence or non-compliance of a tender the tender bond bearing a tax stamp at the current rate, with the handwritten note: "Good for joint and several personal surety up to the amount of six hundred thousand (600,000) CFA francs", accompanied by the deposit receipt at the Caisse des Dépôts et Consignations du Cameroun (CDEC),
- False declaration or falsified documents;
- Exceeding the prescribed deadline;
- Lack of financial capacity amounting to at least fifteen million CFA francs;
- Failure to comply with the document templates;
- Absence of a sworn statement stating that a contract has not been abandoned in the last three (3) years and that the company is not included on the list of defaulting companies established annually by the Minister of Public Procurement;
- Absence of furniture technical specifications in color, issued by the manufacturer;
- Failure to present a Trade and Personal Property Credit Register attesting that the main activity is the processing and manufacture of solid wood furniture
- Absence of an after-sales service guarantee;
- Failure to meet 100% of the technical specifications;
- Failure to meet 4/5 of the essential criteria;
- Absence of a quantified unit price;
- Absence of a price sub-detail;
- Failure to comply with the bid file format;
- Absence of an operational backup copy of offers in the event of a malfunction of the COLEPS platform

NB: Under penalty of rejection, administrative documents must be produced in original form or in copies certified by the issuing services, valid for three (3) months.

16.2 The essential criteria

The criteria relating to the qualification of candidates will relate to:

